

Bâtir l'économie du 21^{ième} siècle

Le 18 septembre 2003
Chambre de Commerce du Montréal
Métropolitain
Montréal, Québec

L'honorable Paul Martin, C.P., député

Le texte prononcé fait foi

Messieurs les maires, Messieurs les présidents de la Chambre et de la Jeune Chambre, distingués invités de la table d'honneur, Mesdames et Messieurs. Je veux tout d'abord remercier mon vieil ami Benoît Labonté pour cette présentation et pour avoir partagé avec nous les défis qui sont devant nous.

J'aimerais aussi remercier la Chambre de Commerce du Montréal Métropolitain de l'invitation à venir vous adresser la parole. À l'heure où les grands enjeux économiques nous interpellent comme rarement auparavant, le fait que la Jeune Chambre est associée à ce geste, symbolise pour moi l'union des forces et des idées qui est indispensable à toute réussite des grandes ambitions que nous devons avoir pour le Canada.

On m'a demandé aujourd'hui de vous parler de l'économie, et j'ai accepté volontiers. Mais, si vous me le permettez, j'aimerais prendre cette occasion pour parler surtout de la nouvelle économie. Celle qui exploite le potentiel des technologies transformatrices. Les technologies qui seront les véritables moteurs économiques dans les années à venir.

Je veux le faire pour deux raisons. D'abord parce que je suis ici, chez moi, à Montréal. Une ville de grandes universités, hôpitaux et instituts de recherche. Une ville qui, de plus en plus, bâti son avenir sur la haute technologie. Une ville qui est un chef de file dans les sciences de la vie, les multimédias, l'aéronautique.

Et deuxièmement, parce que la décision récente et troublante de la compagnie pharmaceutique Shire de fermer son laboratoire montréalais nous rappelle que dans un monde sans frontières, on ne peut rien prendre pour acquis.

Nous vivons aujourd'hui dans une période de divergences économiques profondes et nouvelles : d'une part on assiste à la montée fulgurante de la Chine

et, d'autre part, à la stagnation de plusieurs grandes économies industrielles. Une période d'incertitude pour certains pays, une période d'énorme potentiel pour le Canada.

Un potentiel qui sera atteint, je crois, à trois conditions.

Premièrement, une dette nationale moins lourde est absolument essentielle si nous voulons garder les taux d'intérêts bas, baisser les impôts et fournir un maximum de flexibilité pour parer aux imprévus du marché international. Concrètement, cela veut dire maintenir le ratio dette-PIB sur une pente descendante, de 71% où il était en 1997 en passant à 40% où il est aujourd'hui, vers le ratio de 25% dont profitait le Canada à la fin des années 60.

Les gouvernements ne doivent pas oublier les leçons d'une gestion fiscale prudente. Cela veut dire toujours conserver une mainmise sur les dépenses mais spécialement lors des périodes incertaines que vit l'économie mondiale. Cela veut dire un engagement envers une révision continue des programmes. Cela veut dire se concentrer sur les résultats, sur l'amélioration des programmes qui fonctionnent et la fin de ceux qui ne fonctionnent pas. Le fait est que les Canadiens sont allés trop loin, ont travaillé trop fort et ont sacrifié trop de chose pour replonger dans l'ère des déficits.

Deuxièmement, il ne faut jamais oublier qu'une société innovatrice repose sur des fondations sociales fortes. Par exemple, une société de savoir comme le Canada doit reconnaître l'importance du développement de la petite enfance et de l'apprentissage permanent, qui débute dès le plus jeune âge, pour continuer bien après la remise des diplômes. Elle doit comprendre aussi l'importance d'une politique d'immigration avant-gardiste et d'un système de santé dans lequel on a confiance. En d'autres mots, dans une économie moderne, on doit

comprendre ceci: quand on renforce notre tissu social, on renforce aussi notre économie.

Troisièmement, le Canada doit préparer l'économie du 21^{ième} siècle. Une économie propulsée surtout par l'ingéniosité et la créativité des individus.

Nous ne pouvons pas nous asseoir sur nos lauriers. Pour que l'économie du Canada utilise son plein potentiel, nous devons arrêter de nous lancer des fleurs et accomplir le travail qui doit l'être.

Cela est vrai pour les affaires, c'est aussi vrai pour le gouvernement.

Nous avons répondu à plusieurs des conditions requises par une croissance continue. Ce que nous devons faire maintenant, en se basant sur cette fondation, c'est de s'assurer que le Canada est à la fine pointe de l'économie mondiale dont le rythme est déterminé par les nouvelles technologies, les nouvelles entreprises et, surtout, par la créativité et l'ingéniosité des individus.

Ensemble, ces facteurs détiennent la capacité de transformer des pans entiers de notre économie.

Cela veut dire appuyer la recherche de base. Cela veut dire faire de plus grands efforts pour commercialiser la recherche appliquée. Cela veut dire adopter des technologies à la fine pointe pour que les entreprises canadiennes ne se contentent pas de choses qui ne fonctionnent pas aussi bien qu'elles le pourraient.

Cela veut dire des marchés de capitaux capables de développer les projets les plus innovateurs de nos entrepreneurs, surtout dans les domaines qui

connaîtront une forte croissance mondiale et où le Canada a déjà un avantage concurrentiel.

C'est de cette troisième condition de croissance, le besoin de bâtir une économie du 21^{ème} siècle, sur laquelle j'aimerais me concentrer aujourd'hui. Ce qui est important, c'est de mettre en place les conditions nécessaires à une croissance économique soutenue. Une croissance qui créera des nouveaux emplois année après année. Et, il faut agir dès maintenant. Laissez-moi vous donner quelques exemples pourquoi.

Tout d'abord, la recherche universitaire.

Une des décisions les plus importantes des dernières années a été celle de faire de nos universités et collèges, des centres de la recherche et du développement.

Le gouvernement canadien a annoncé depuis 1998 des investissements énormes de plus de 11 milliards de dollars en recherche et innovation. Il est évident qu'on doit maintenir cet investissement. Une des responsabilités primordiales d'un gouvernement est celle de financer la recherche de base.

C'est important parce que la recherche fondamentale est cruciale pour pousser les frontières de la connaissance. Mais ceci étant dit, la recherche pure n'est pas, en soi, suffisante pour obtenir les résultats économiques dont nous avons aussi besoin. Simplement nous devons comprendre que le financement de la recherche est aussi, souvent, un investissement dont la rentabilité doit être mesurée en partie par le nombre de nouvelles entreprises et de nouveaux emplois créés. Or, c'est là où le bât blesse pour le Canada.

Par exemple, en dépit de tous nos progrès, les données les plus récentes suggèrent que chaque dollar investi en recherche dans une grande université

américaine produit 50% de plus en revenu sous licence qu'un dollar investi en recherche dans une grande université canadienne.

Une des raisons pour cela est le fait que presque chaque université canadienne a sa propre façon de gérer la propriété intellectuelle. Cela augmente la difficulté pour les entreprises de développer des partenariats qui pourraient rassembler les idées et les mener du laboratoire au marché.

Une initiative prometteuse a été prise récemment dans l'Ouest du Canada. Ça s'appelle Westlink et ça repose sur la coopération de 25 universités, collèges et instituts de recherche pour mettre en commun toutes les fonctions liées au transfert des technologies.

C'est un projet à encourager mais il faut aller plus loin. Tout simplement le fait est qu'un changement fondamental est requis dans la façon dont nos institutions de recherche considèrent le potentiel économique de leurs découvertes.

Ceci étant dit, ce n'est pas seulement dans nos laboratoires qu'un changement de culture s'impose. L'autre obstacle est la pénurie de fonds privés pour faire le premier investissement dans un projet encore en gestation. Le gouvernement peut faciliter le développement de ce genre de capital. Mais il faut que celui-ci soit fourni par des intervenants du secteur privé, par ceux qui ont l'expertise nécessaire pour développer les nouvelles découvertes, valider les occasions de marché et monter un plan d'affaires avant la première ronde de capital de risque.

Clairement, il faut changer nos façons de faire.

Le second exemple que je vous donnerais d'un manque que nous devons combler est lié au premier. C'est le besoin de faciliter la façon dont les PME performant dans la nouvelle économie.

Les multinationales de demain, ce sont les PME d'aujourd'hui. Et ces futures multinationales sont confrontées à deux défis de taille.

Le premier est le fait que nos PME ont rarement les ressources, financières et autres, pour faire la recherche nécessaire à la mise en marché d'un nouveau produit.

Il faut fournir le chaînon manquant. Par exemple, il nous faut des structures permettant à nos PME de sous-traiter leurs besoins en recherche à des laboratoires régionaux, nationaux et internationaux.

Nous avons déjà une base très importante, c'est-à-dire les 19 instituts du Conseil national de recherche et le programme PARI qui continue de jouer un rôle clé. Mais il faut aller plus loin.

D'autres pays ont mis en place des structures pour combler des vides semblables— Battelle Corporation aux États-Unis et en Allemagne, les Instituts Fraunhofer, par exemple.

Nous devons faire la même chose au Canada. Le but est de fournir à nos PME les appuis nécessaires allant de la recherche jusqu'à la commercialisation, allant de la protection de la propriété intellectuelle jusqu'au financement.

Une autre lacune qui affecte notre potentiel économique en général, mais plus particulièrement celui de nos PME, est, d'une part, le besoin d'investir dans les meilleures pratiques technologiques et, d'autre part, dans la formation continue de nos ressources humaines.

Regardez l'Australie. Tout au long des années 90, les entreprises australiennes ont investi énormément dans les nouvelles technologies, dont plusieurs ont été créées à l'étranger. Avec quel résultat ? La croissance du taux de productivité était le deuxième plus élevé parmi les pays de l'OCDE, dépassant celui du Canada et même celui des États-Unis.

Quelle est la réponse ?

Certains croient que le gouvernement doit s'assurer que nos plans d'amortissements, compris dans la loi de l'impôt, reflètent correctement les cycles de vie changeants des technologies actuelles.

Et, je suis d'accord. Mais fondamentalement la seule réponse viable se trouve dans la reconnaissance sans équivoque par le secteur privé que la clé de l'augmentation de la productivité est d'investir continuellement dans les gens et dans la technologie.

Et pour ceux d'entre nous qui sont encore sceptiques quant à la nécessité d'augmenter notre productivité, la montée récente du dollar devrait confirmer à quel point c'est essentiel. Pour nos entreprises, qui doivent affronter la volatilité du marché des échanges, augmenter la productivité n'est pas simplement une option stratégique parmi beaucoup d'autres, c'est un besoin incontournable.

Troisième point: l'accès au capital.

Pas besoin de vous le dire, le financement est fondamental. C'est l'oxygène de la recherche universitaire tout comme c'est l'oxygène de l'entrepreneuriat. C'est ce qui permet aux entreprises de passer des premières étapes du développement à la maturité.

Or si le Canada veut être une terre fertile de nouvelles entreprises dynamiques – et non un simple bassin où les autres puisent nos bonnes idées – il faut s’assurer que nos meilleurs entrepreneurs aient le capital dont ils ont besoin et au bon moment.

Il existe un débat au Canada à savoir s’il y a un manque de capital de risque ou si, en fait, suite au traumatisme causé par la révolution internet, le problème n’est pas tant un manque mais une réticence des gestionnaires de fonds de capital de risque d’investir.

Mais peu importe la raison, une chose est claire, les industries technologiques canadiennes souffrent d’un resserrement financier hors proportion, et il n’y a pas de meilleur exemple que l’industrie de la biotechnologie canadienne.

Le capital de risque canadien a réussi à appuyer des projets solides aux premiers niveaux de développement, mais il a trop souvent échoué à les amener aux niveaux supérieurs de financement et de croissance en comparaison avec les leaders mondiaux. Comme résultat, les entreprises moyennes de biotechnologie sur le marché canadien sont significativement sous-financées comparées à leurs pairs sur la scène mondiale. Le problème va plus loin que la biotechnologie. Comme le fait que trop souvent les nouvelles entreprises canadiennes ne reçoivent pas le même niveau d’appui à la supervision, au développement et à la mise en marché dont bénéficient leurs concurrentes américaines. Le fait est que pour nos entreprises de biotechnologie, un domaine où nous sommes aussi bons que n’importe qui dans le monde, le moment de vérité est arrivé.

L'industrie canadienne de biotechnologie est parmi les meilleures au monde. Mais elle est aussi fragile. Plus de la moitié de nos entreprises publiques en biotech sont en sévère manque d'argent.

La question est simple : Soit, elles ferment leurs portes ou se font acheter, soit, elles fleurissent et sont en position d'en acheter d'autres elles-mêmes. Le choix est à nous.

Qu'est-ce qu'on fait ailleurs ?
Regardez les États-Unis.

Le secteur américain de la biotechnologie est aussi confronté à des problèmes financiers. Mais au dernier comptage, il y avait 41 états américains qui avaient un programme public quelconque pour la biotech. Certains s'appuient sur leur caisse de retraite comme la Californie et le Wisconsin. D'autres sur l'investissement direct de l'état comme le Michigan, la Caroline du Nord et le Nouveau-Mexique.

Alors qu'est-ce qu'il faut faire au Canada?

Certains suggèrent que le secteur public et le secteur privé travaillent ensemble pour fournir le capital de risque et l'expertise dont nos entreprises ont si besoin. Et je suis d'accord.

Mais soyons clairs : Si le gouvernement a un rôle à jouer, ce n'est que comme catalyseur. Mais, il ne peut s'agir de la réponse ultime. Les fonds de pension canadiens fournissent 20% du capital de risque au Canada, tandis qu'aux États-Unis cette proportion dépasse les 50%. Je vous pose la question: Comment peut-on bâtir une économie du 21^{ième} siècle, si on se cramponne à un concept de risque qui date du 19^{ième} ?

Quatrième point : le Canada est bien établi dans deux des technologies transformatrices et habilitantes les plus importantes : la technologie de l'information et des communications et la biotechnologie. Les deux traversent une période difficile et nous devons les épaulées. Cependant, nous devons aussi comprendre qu'il y a d'autres secteurs que nous avons à peine exploités.

Partant de la nanotechnologie dans ses balbutiements à des domaines établis où notre potentiel d'exportation est loin d'être réalisé, les opportunités pour le Canada sont illimitées. C'est important de saisir que, parce que notre marché intérieur est petit et que notre expertise est très grande, il est essentiel d'utiliser ces deux éléments comme tremplin vers les marchés mondiaux. Pas seulement le marché américain, mais aussi ceux de la Chine, du Brésil et de l'Inde qui, ensemble, représentent un tiers de la population mondiale et continuent à croître rapidement.

Laissez-moi vous donner deux exemples de ce que je veux dire. Les technologies environnementales et les technologies médicales.

Tout d'abord, les technologies environnementales.

Que ce soit dans les domaines de la qualité de l'air, de l'eau potable ou de la gestion des déchets, il y a d'énormes opportunités pour nos entreprises de faire leur marque.

Prenons l'énergie comme exemple.

Globalement, il est prévu que la consommation d'énergie mondiale augmentera de 60% d'ici 2020.

Parallèlement, et même pour les pays qui n'ont pas signé le Protocole de Kyoto, il est clair que ce dernier amènera un changement dans les façons de penser et stimulera la demande pour l'énergie propre à travers le monde. Et c'est tout aussi clair que, quoi qu'il arrive pendant sa première phase, les objectifs de la deuxième phase de Kyoto ne pourront jamais être atteints sans une révolution technologique.

Peu de gens réalisent le travail vraiment innovateur fait dans ce domaine et dans tous les autres domaines environnementaux à travers le Canada. Au Québec une entreprise gaspésienne se positionne dans le domaine de l'énergie éolienne. En Alberta, une entreprise vise la production d'énergie propre à partir de fumier de bœuf. En Colombie-Britannique plus d'une vingtaine d'entreprises sont actives dans le domaine des piles à combustible.

Il y a littéralement des centaines de projets semblables à travers le pays. Est-ce que c'est dans notre intérêt que ces compagnies réussissent ? La réponse est oui.

Est-ce qu'elles ont besoin d'aide? La réponse est encore oui, et surtout quand elles sont au stade embryonnaire de leur développement.

Mais comment le faire? Il y a plusieurs façons. Par exemple, il y a maintenant deux ans, le gouvernement a créé une fondation pour appuyer certaines technologies environnementales. Je crois que le moment est venu d'élargir son mandat pour inclure toute la gamme des technologies vertes.

Et puisque le gouvernement a déclaré qu'il avait l'intention de vendre le reste de ses actions dans Pétro-Canada, pourquoi ne pas investir une partie de ces profits dans ce fonds afin de s'assurer que le Canada devienne un chef de file mondial dans les industries écologiques de demain ?

Un autre exemple où le Canada a un énorme marché intérieur et une grande opportunité est le développement de nouvelles technologies dans les soins de santé.

Je crois fortement dans le système canadien de soins de santé public et universel. C'est l'expression de nos valeurs en tant que pays. Je crois aussi que le Dr Henry Friesen, fondateur des instituts de recherches du Canada, a raison lorsqu'il dit que nous ne tirons pas pleinement avantage des bénéfices économiques que notre système peut amener. Cela n'a absolument rien à voir avec la privatisation. En fait, je crois que plus nous tirerons avantage de son potentiel économique, plus notre système public sera fort.

Aujourd'hui, nous dépensons plus de 112 milliards de dollars par année en santé – presque 10% de notre PIB. Mais nous achetons la majorité de nos produits médicaux et de nos équipements chez les autres. En fait, ce secteur représente un de nos plus grands déficits commerciaux – quelques 6 milliards de dollars par année et ça augmente rapidement. Le Canada peut certainement faire mieux.

Le fait est qu'il y a un marché mondial énorme et croissant pour ces produits et services. Et le Canada est en position idéale pour en saisir une part substantielle.

Aujourd'hui, les chercheurs canadiens sont à la fine pointe. Par exemple, Génome Canada est impliqué dans des recherches révolutionnaires dans des domaines aussi divers que les maladies infectieuses et l'isolation des gènes responsables pour l'obésité, l'hypertension, la fibrose kystique, et l'asthme.

À Montréal, les chercheurs font un travail incroyable sur l'alzheimer.

C'est à Vancouver qu'on a découvert le code du virus qu'on soupçonne être à l'origine du SRAS.

C'est clair qu'il faut continuer de faire de la recherche dans de multiples domaines. Mais la clé de toute bonne stratégie économique est aussi de se concentrer sur ses forces. Il faut donc choisir les segments où des avantages concurrentiels internationaux peuvent réellement être créés, que ce soit en biopharmaceutique, en appareils médicaux, en services de consultation ou autres.

À cette fin, le Dr Friesen a proposé la création d'un Conseil d'innovation en santé pour faire des recommandations sur la façon d'accroître la productivité de notre système; de réduire notre dépendance face à l'importation de biens et services médicaux; et de développer de nouveaux outils de diagnostic, des thérapies, des technologies et des services canadiens.

Peu importe le mécanisme choisi, l'essentiel, c'est d'accroître rapidement notre capacité d'exploiter nos forces existantes, de tirer l'avantage maximum du fait que notre système est fondé sur le principe du payeur unique, de faire de la santé non seulement une force puissante de notre tissu social, mais une force grandissante de notre économie.

Un autre point sur ce sujet : j'ai discuté des technologies environnementales et de la santé dans le contexte de la pénétration des marchés étrangers à partir du Canada. Mais laissez-moi en parler à partir d'un autre point de vue. Nous avons une responsabilité envers nous-mêmes, mais nous en avons aussi une qui va bien au-delà de notre propre intérêt. Nous avons la responsabilité de traiter des problèmes de ceux dans ce monde qui ne peuvent le faire eux-mêmes.

Se concentrer sur la R&D est important pour affronter ces défis. Si cela est vrai pour le Canada, c'est aussi vrai pour le monde en voie de développement. Et, là-bas, la recherche dont ils ont besoin est en fait toujours inexistante.

Par exemple, selon l'OCDE, plusieurs produits potentiels pour traiter des maladies infectieuses sont prêts à être développés mais n'ont pas le financement pour les amener à la dernière phase des essais cliniques. C'est inacceptable.

Pourquoi ne pas consacrer une portion de l'aide à la recherche du gouvernement fédéral pour développer une expertise spécifique, et peut-être commerciale, afin de créer de nouvelles technologies, de nouvelles thérapies et de nouveaux services dont les pays en développement tireraient avantage?

Pour le Canada, c'est l'occasion de faire ce qui doit être fait.

Le temps est venu pour moi d'achever mes commentaires. Laissez-moi le faire en donnant une raison supplémentaire de l'importance pour moi d'élaborer ma vision de l'économie comme je l'ai fait aujourd'hui.

Je crois que le gouvernement représente le changement – que les bons gouvernements ne réagissent pas au changement, mais l'anticipent. Si cela est vrai, ça ne l'a jamais été autant qu'aujourd'hui. Nous vivons dans une période où les enfants du primaire retirent le matériel génétique d'une pomme et le passe dans une machine à séquencer, où la puissance des ordinateurs double à tous les 18 mois et celle des largeurs de bande encore plus souvent.

En conséquence, mon message est que nous ne pouvons plus faire les choses comme avant et, j'ajouterais, qu'on ne peut plus gouverner comme avant.

Il n'y a aucun doute que nous vivons une des périodes les plus emballantes de notre histoire. La créativité humaine se multiplie de façon exponentielle. Elle suscite des changements phénoménaux, alors que chaque découverte détient en elle-même l'ADN d'une autre révolution.

Lors de la dernière décennie nous avons pris des décisions menant à un revirement fiscal sans précédent. Il faut protéger nos acquis, mais en même temps, il faut aussi passer à la prochaine étape.

Les changements en cours amènent une transformation profonde dans la façon d'opérer des économies, dans la façon de créer des emplois et dans la façon dont les pays et les gens doivent se préparer à réussir.

Comme pays, nous avons tout ce qu'il faut pour y arriver, la confiance, le talent et la volonté. Notre objectif est clair: Être une véritable terre d'innovation. Un marché qui foisonne de nouveaux produits et services. Un pays où la qualité de vie ne cesse d'augmenter.

Le fait est que seuls quelques pays seront les chefs de file de ce monde nouveau. Mon message est simple: Le Canada sera là.